

DOSSIER

REglementaire



Centre Pierre et Vacances
Direction Zone Guadeloupe
Seo Pointe le Helleux
97180 Sainte Anne

ESPACE PUR 17 route de Loctudy 29120 Pont l'Abbé – FRANCE

Tél : +33 (0)2 98 87 08 53 – E-mail : contact@stabiplate.com

Site : www.stabiplate.com

N°RCS Quimper B412929960 – N°TVA Intra : FR79412929960 – Siret : 41292996000042 – APE : 7112B – SARL au capital de 50 700 €

AVANT-PROPOS

La mise en œuvre d'un projet STABIPLAGE® sur le domaine public maritime exige :

- Dans tous les cas de figure : une A.O.T (autorisation d'occupation temporaire),
- Selon les caractéristiques de l'ouvrage ou des travaux envisagés : une déclaration ou une autorisation Loi sur l'eau,
- Au cas par cas : une étude d'impact.

Ce dossier règlementaire permet au client de la société Espace Pur de fournir aux autorités compétentes en matière d'autorisations (Préfecture) les éléments nécessaires à l'établissement de ces autorisations.

Dans le cadre de son projet, l'établissement Pierre et Vacances de Sainte Anne s'est rapproché de la préfecture de Guadeloupe afin de préparer les formalités nécessaires à la mise en œuvre du projet de protection et de revalorisation de la plage de la Pointe Helleux.

Le projet consiste en : le ré-ensablement de la plage du domaine Pierre et Vacances de Sainte Anne en Guadeloupe et la pérennisation de ce rechargement par la mise en place d'un ouvrage STABIPLAGE® immergé. Il est, notamment, soumis à la procédure d'Etude au Cas par Cas au titre de l'article 10° Travaux, ouvrage et aménagements sur le domaine public maritime et sur les cours d'eau et plus spécifiquement :

- 10°e Construction ou extension d'ouvrages et aménagement côtiers destinés à combattre l'érosion ou reconstruction d'ouvrages ou aménagements côtiers anciens et travaux maritime susceptibles de modifier la côte par la construction, notamment de digues, môle, jetées, et autres ouvrages de défense contre la mer, d'une emprise totale inférieure à 2000 m2.
- 10°h Travaux de rechargement de plage d'un volume inférieur à 10 000 m3.

Le présent dossier comprend trois sections : AOT, déclaration Loi sur l'eau et Etude d'impact. Il reprend les éléments nécessaires aux demandes précitées.

La société Espace Pur se tient à disposition du Groupe « Pierre et Vacances » pour tout complément nécessaire à l'obtention d'autorisations dans le cadre de leur projet commun.

SOMMAIRE

SECTION : AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE	5
SECTION : DECLARATION LOI SUR L'EAU	10
VOLET I - DOCUMENT SOMMAIRE D'IDENTIFICATION ET DE PRESENTATION DU PROJET	12
1) OBJET DE LA DEMANDE	12
2) NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR	12
3) LOCALISATION DU PROJET	12
4) NATURE DU PROJET DONT IL RELEVE	14
VOLET II. DOCUMENT D'INCIDENCES	19
5) ÉTAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT	19
6) INCIDENCE DU PROJET	23
7) COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE S.D.A.G.E	25
VOLET III. MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION	26
8) DÉROULEMENT DU CHANTIER	26
SECTION : ETUDE D'IMPACT	28
ANNEXES	40

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : plage vue de la partie Est (2014).....	8
Figure 2 : plage vue de l'épis Ouest (2014).....	8
Figure 3 : localisation du site d'étude.....	9
Figure 4 : présentation du projet.....	9
Figure 5 : plan de situation au 1/25000 (source Géoportail)	12
Figure 6 : extrait du SMVM 2010	13
Figure 7 : schéma en plan de l'aménagement	15
Figure 8 : schéma en coupe de la solution	16
Figure 9 : schémas présentant le positionnement des équipements lors des deux phases de travaux	17
Figure 10 : localisation de la zone d'étude (d'après géoportail).....	19
Figure 11 : distribution de la direction des vents sur une année à Pointe à Pitre (d'après Windfinder)	19
Figure 12 : schématisation de la direction des courants dans la région caraïbe (d'après « gestion et développement équilibré du littoral guadeloupéen »)	20
Figure 13 : modèle numérique altimétrique de la zone d'étude (d'après Litto 3D).....	21
Figure 14 : carte des fonds sédimentaires de la Guadeloupe 1/100000 (d'après IFREMER).....	21
Figure 15 : cartographie sommaire des biocénoses présentes sur la zone d'étude	22
Figure 16 : zone gérée par le conservatoire du littoral, site du bois Jolan – Pointe du vent	22

SECTION : AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

La mise en œuvre d'un ouvrage STABIPLAGE® sur le domaine public maritime, nécessite une demande d'A.O.T auprès des autorités compétentes.

La direction du centre Pierre et Vacances a déjà pris contact avec la Préfecture de Guadeloupe afin de procéder à cette demande.

Ci-dessous les éléments à fournir dans le but d'obtenir ladite autorisation.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Direction de la Mer
De Guadeloupe

**DEMANDE D'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
(AOT) DU DOMAINE PUBLIC MARITIME DE LA GUADELOUPE**

(conformément au Code général des propriétés des personnes publiques)

Première demande ☐ Renouvellement ☐ Renouvellement avec modification ☐

Monsieur le Directeur de la Mer
Cellule DOMAINE PUBLIC MARITIME
BP 2466, 20, rue Henri Bequerel
97085 JARRY CEDEX
Tél : 05 90 41 95 50 Télécopie : 05 90 41 95 31

IMPORTANT : Au préalable à toute implantation, la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de la Guadeloupe devra être formulée au moyen de ce document (P.J. liste des pièces).
Le formulaire d'examen au cas par cas est à retirer à l'adresse suivante : www.developpement-durable.gouv.fr/le-cas-par-cas-.html
Les travaux d'installation ne pourront être entrepris qu'après réception de l'arrêté portant autorisation d'occuper le domaine public maritime.
Le dépôt de la demande doit impérativement être réalisé au minimum 5 mois avant le début de l'implantation.
Les dossiers signés doivent être déposés à la Direction de la mer, cellule Domaine Public Maritime.
Des pièces complémentaires seront demandées pour les dossiers incomplets.

1. Type d'usage du DPM :

- ☐ Halte légère de plaisance (HLP)
- ☐ Pêche maritime (dispositif de concentration de poissons (DCP)) à l'intérieur des eaux territoriales
- ☐ Activités nautiques (parcs aquatiques)
- ☐ Mouillages (nom du bateau, n° immatriculation, longueur, n° corps mort, rayon d'évitement)
- ☐ Ponton flottant
- ☐ Sports nautiques
- ☐ Établissements de cultures marines
- ☐ Algocultures

Description détaillée de l'usage projeté (à développer dans la notice descriptive) :

Agrandissement de plage

Cadre réservé à l'administration

Date de dépôt de la demande :

N° AOT :

2. Date des travaux de l'implantation souhaitée

(date à compter de laquelle sera délivré pour toute implantation, l'arrêté d'AOT faisant courir la durée de l'occupation et rendant exigible la redevance annuelle correspondante)

Date de début des travaux d'implantation :

3. Adresse exacte de l'implantation sur le domaine public maritime :

Commune : Sainte Anne Plage ou Lieu-dit : San Pierre le Hellou Coordonnées GPS en wgs84 : 16° 14' 23" N / 61° 19' 40" O

Section cadastrale et numéro de parcelle limitrophe : n° de section n° de parcelle :

Zone concernée (cochez les cases correspondantes) : ☒ DPM ☐ Site Inscrit ☐ Site classé

4. Désignation du demandeur :

☐ Professionnel ☐ Particulier ☐ Collectivité locale ☐ Association

☐ - Personne physique :

Nom et prénom :

Adresse domicile :

Numéro RCS :

☒ - Personne morale (société, association, collectivité, ...) :

Nom :

Forme juridique :

Adresse du siège social :

Numéro RCS :

Nom, prénom et qualité du responsable (figurant sur le Kbis pour les sociétés) :

E-mail :

N° de téléphone :

N° de téléphone portable :

N° de télécopie :

La loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant, et la possibilité de rectification.

5. Nature et superficie des occupations

Cochez les cases correspondantes :

☐ Local de restauration avec emprise au sol (1) : m²

☐ Autre (préciser) (2) : m²

.....

Numéro d'arrêté du plan de balisage communal :

Nombre d'engins immatriculés : dont VNM

Nombre d'engins non immatriculés :

☐ Superficie d'emprise sur plage (plateages bois, cheminements, scooters, kayaks, ...)

Superficie d'emprise en mer (HLP, mouillage avec surface d'évitement, ponton flottant, DCP, parc aquatique, cultures marines, algocultures) :

m²

- description détaillée : *ouvrage STABIPLAGE® de type Butée de Red en geocomposite*

- superficie totale occupée (3) : m²

Superficie totale de l'occupation (1+2+3) : m²

Signature du pétitionnaire :

A Le Signature

Documents à fournir (format A4) :

Pour une première demande :

- Une photocopie d'une pièce d'identité (CNI recto-verso, passeport)
- Deux photographies récentes du site d'implantation
- Un plan de situation à 1/25 000ème marqué d'une flèche indiquant la zone d'implantation en cas de changement de lieu (copie cartographie officielle)
- Un extrait Kbis du registre du commerce de moins de 3 mois
- Les conditions générales dûment datées et signées (P.J)
- Un courrier indiquant le lieu de stockage du matériel et/ou des engins
- Engagement de payer la redevance dûment daté et signé (P.J)

Pour un renouvellement :

- Copie de l'AOT initiale
- Quittance de paiement de la redevance
- Croquis, notice, si modification

En complément de ces documents :

Pour les activités en mer :

- Une photocopie du récépissé d'établissement d'activité physique et sportive du Ministère de la Jeunesse et de Sports

Pour les installations de structure démontables :

- Un plan de chaque façade
- Une notice décrivant les matériaux utilisés (plancher, charpente, ossature, toiture)

En complément de ce document rempli, daté et signé le client devra fournir :

➤ **Pour une première demande**

- Une photocopie d'une pièce d'identité (CNI recto-verso, passeport)
- Deux photographies récentes du site d'implantation / **ci-dessous**
- Un plan de situation à 1/25 000ème marqué d'une flèche indiquant la zone d'implantation en cas de changement de lieu (copie cartographie officielle) / **Annexe 1**
- Un rapport de présentation indiquant comment la demande prend en compte la vocation et les activités de la zone concernée et des terrains avoisinants, les impératifs de sécurité des biens et des personnes et des biens notamment du point de vue de la navigation, les conditions de préservation des sites et paysages du littoral et des milieux naturels aquatiques ainsi que les contraintes relatives à l'écoulement et à la qualité des eaux / **ces éléments sont présents dans le dossier règlementaire section déclaration loi sur l'eau (p.24 à 26)**
- Un extrait Kbis du registre du commerce de moins de 3 mois
- Les conditions générales dûment datées et signées
- Un courrier indiquant le lieu de stockage du matériel ou des engins / **ces éléments sont présents dans le dossier règlementaire section déclaration loi sur l'eau (p.18)**
- Engagement de payer la redevance dûment daté et signé
- Un devis des dépenses envisagées / **Offre financière dans le dossier d'étude chapitre 4**
- Une notice descriptive des installations prévues / **ces éléments sont présents dans le dossier règlementaire section déclaration loi sur l'eau (p.14 à 18)**
- Un plan de détail de la zone faisant ressortir l'organisation des dispositifs des mouillages ainsi que des installations et des équipements légers annexes aux mouillages / **non concerné**
- Plan des installations à Terre et en Mer / **Annexe 3**
- Dispositif d'ancrage (schémas, devis, photos) / **non concerné**

➤ **Pour un renouvellement**

- Copie de l'AOT initiale
- Quittance de paiement de redevance
- Croquis, notice, si modification

Photographies récentes du site d'implantation



Figure 1 : plage vue de l'épis Ouest (2014)



Figure 2 : plage vue de la partie Est (2014)



Figure 3 : localisation du site d'étude

L'implantation de la structure STABIPLAGE® se fera depuis l'épi Ouest jusqu'au rivage à l'Est. Elle aura une emprise au sol de 480 m².

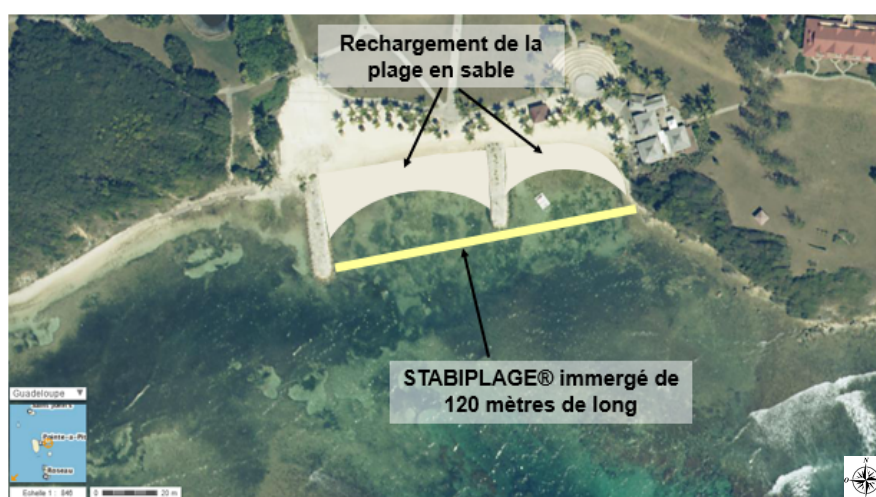


Figure 4 : présentation du projet

Coordonnées des extrémités de la structure :

Extrémité Ouest	Long. 61°19'40"7 O	Lat. 16°14'29"0 N
Extrémité Est	Long. 61°19'36"9 O	Lat. 16°14'29"8 N

SECTION : DECLARATION LOI SUR L'EAU

Le projet envisagé par Pierre et Vacances entre dans la catégorie des projets soumis à une déclaration Loi sur l'eau :

- Projet dont l'emprise au sol est inférieure à 2 000m² et dont le prix est compris entre 160 000 € et 1 900 000 €.

Pierre et Vacances dispose dans ce document des éléments nécessaires à la demande de déclaration Loi sur l'eau, soit :

- Un document d'identification et de présentation du projet (volet I):
 - Le nom et l'adresse du demandeur ;
 - L'emplacement sur lequel les travaux et ouvrages vont être réalisés ;
 - Les caractéristiques (nature, consistance, volumes) et l'objet des travaux exécutés, ainsi que les rubriques de la nomenclature dans lesquelles ils doivent être rangés.
- Le document d'incidences de l'opération (volet II) ;

Ce document indique, compte tenu des variations saisonnières et climatiques, les incidences de l'opération sur la ressource en eau, le milieu aquatique, l'écoulement, le niveau et la qualité des eaux, y compris de ruissellement, ainsi que sur chacun des objectifs mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement ainsi que les objectifs de qualité des eaux prévus par le décret n°91-1283 du 19 décembre 1991 ayant pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau (c'est-à-dire la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides, la protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux superficielles et souterraines et des eaux de la mer dans la limite des eaux territoriales, le développement et la protection de la ressource en eau, la valorisation de l'eau comme ressource économique et la répartition de cette ressource), en fonction des procédés mis en oeuvre, des modalités d'exécution des travaux ou de l'activité, du fonctionnement des ouvrages ou installations, de la nature, de l'origine et du volume des eaux utilisées ou concernées. Ce document précise, s'il y a lieu, les mesures compensatoires ou correctives envisagées et la compatibilité du projet avec le schéma directeur ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux avec les objectifs de qualité des eaux.

- Les moyens de surveillance prévus (volet III), relatifs aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues à l'article L. 214-1 à L. 214-3 du Code de l'environnement. Et si l'opération présente un danger, les moyens d'intervention en cas d'incident ou d'accident ;
- Les éléments graphiques ou les cartes utiles à la compréhension des pièces du dossier et notamment les annexes obligatoires du formulaire à savoir :

- Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 / **Annexe 1**
- 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain / **Annexe 2**
- un projet de tracé / **Annexe 3**

VOLET I - DOCUMENT SOMMAIRE D'IDENTIFICATION ET DE PRESENTATION DU PROJET

1) OBJET DE LA DEMANDE

Le présent dossier constitue la déclaration de demande de réalisation des travaux d'aménagement concernant l'une des plages de Saint-Anne devant le centre de Pierre & Vacances au niveau de l'Anse à la Barque pour la réhabilitation et la revalorisation de sa plage.

2) NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR

Le demandeur est :

Le centre « Pierre & Vacances »
- Direction Zone Guadeloupe -
Seo Pointe de Helleux
97180 SAINTE ANNE

3) LOCALISATION DU PROJET

3.1 Localisation générale



Figure 5 : plan de situation au 1/25000 (source Géoportail)

Le projet se situe au niveau de l'Anse à la Barque, sur le territoire communal de Sainte Anne.

3.2 Le SMVM (Schéma de mise en valeur de la mer)

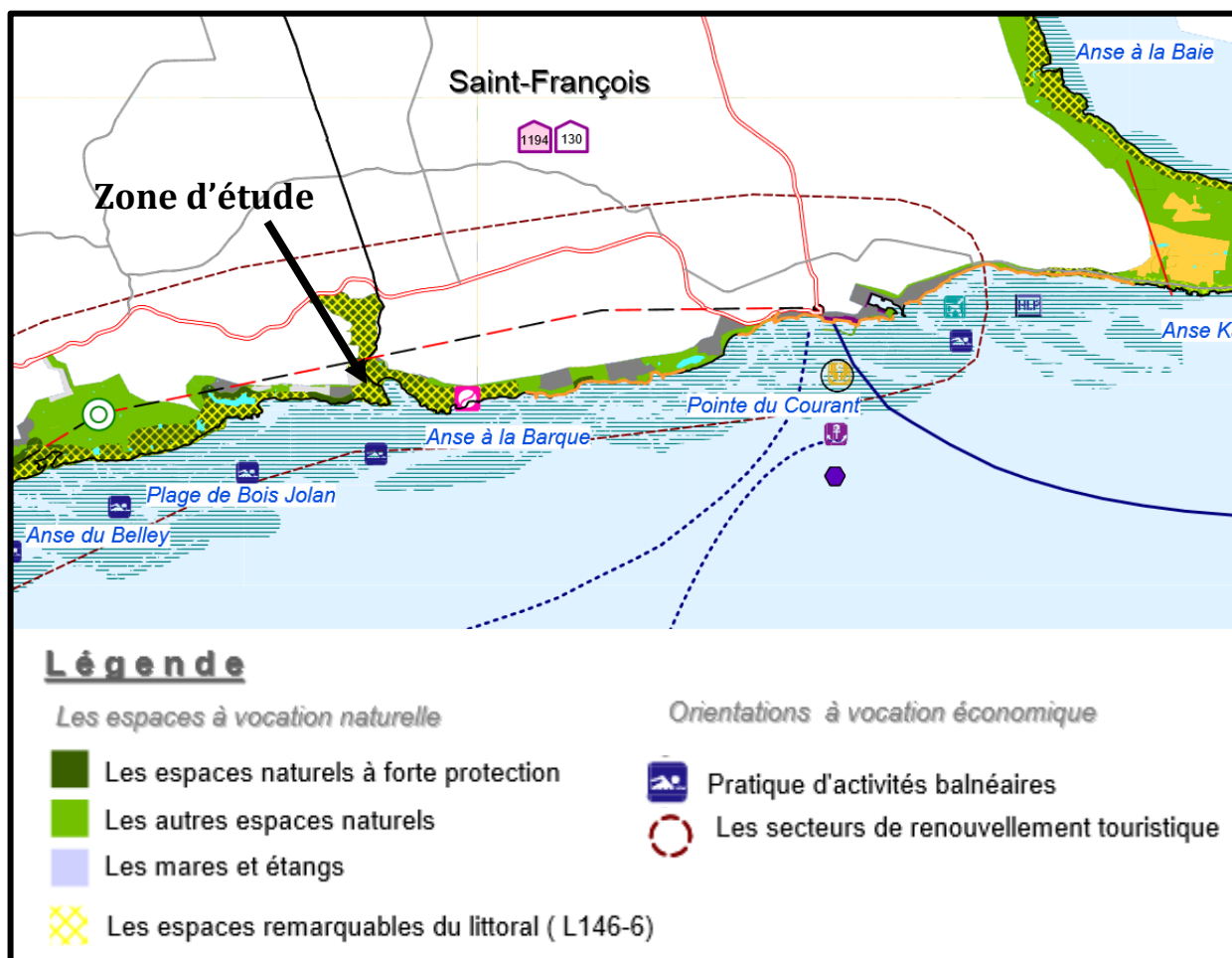


Figure 6 : extrait du SMVM 2010

Le projet se situe dans un secteur de renouvellement touristique mais également à proximité d'un espace remarquable du littoral à forte protection. Le projet s'inscrit donc bien dans le SMVM avec à la fois l'aspect touristique en renforçant l'attractivité du site grâce à la revalorisation de la plage et l'aspect protection du littoral avec la réhabilitation de la plage qui joue le rôle tampon entre la mer et la terre notamment lors des épisodes cycloniques.

4) NATURE DU PROJET DONT IL RELEVE

4.1 Contexte

La résidence hôtelière Pierre et Vacances de Guadeloupe, située sur la commune de Sainte Anne, appartient aux fleurons de l'industrie touristique de la Région Guadeloupe.

Si le centre dispose de deux plages, une d'entre elles est quasiment impraticable : celle située le plus à l'Est. La direction de Pierre et Vacances souhaite que cette plage puisse retrouver son attractivité. Plusieurs rechargements ont été réalisés sans succès ; le sable était mis en mouvement par les houles et emporté par le courant au large. Les collectivités territoriales semblent également mobilisées autour de ce projet. La réhabilitation de la plage est importante à la fois pour le développement de l'offre touristique mais également pour la conservation de cet espace naturel soumis à l'érosion.

Très soucieux d'une démarche écoenvironnementale, le centre Pierre et Vacances a sollicité la société Espace Pur pour étudier la faisabilité de la mise en œuvre de son écotechnologie, le STABIPLAGE®, afin de revaloriser cette plage. Au terme de l'étude la solution retenue est un apport sédimentaire extérieur de 3 500 m³ associé à un ouvrage stabilisateur de 120 mètres de long de type butée de pied parallèle au trait de côte.

4.2 Description des ouvrages projetés

4.2.1 Aménagement global

La solution retenue par la société Espace Pur est un rechargement en sable de 3 500 m³ couplé à la mise en place d'un ouvrage STABIPLAGE® immergé en butée de pied de 120 mètres de long.

Les extrémités de l'ouvrage seront positionnées :

- à l'Ouest contre l'épi en roche

Coordonnées : Long. 61° 19' 40" 7 O ; Lat. 16° 14' 29" 0 N

- à l'Est au niveau du rivage

Coordonnées : Long. 61° 19' 36" 9 O ; Lat. 16° 14' 29" 8 N

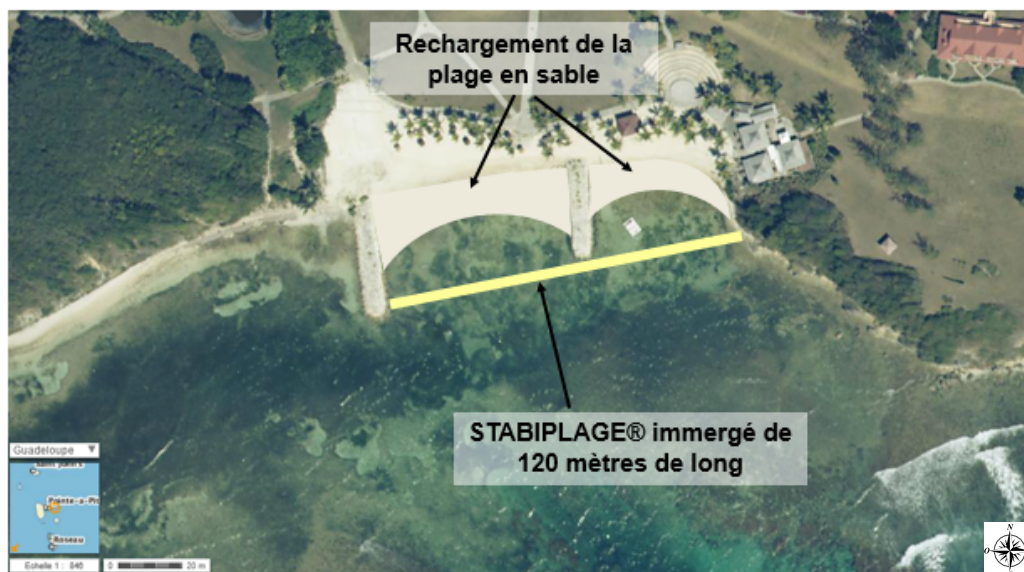


Figure 7 : schéma en plan de l'aménagement

Le réglage du rechargement sera fait par l'action de la houle afin d'obtenir un profil le plus naturel possible et de ne pas avoir un compactage du sable par des engins. Le sable utilisé pour le rechargement et le remplissage des ouvrages est de teinte blanche. La fiche technique du fournisseur sera fournie ultérieurement.

4.2.2 Ouvrage en géocomposite

Structure	Monolithique L'ouvrage de type Butée de Pied sera constitué d'un ouvrage en jumeau long de 120 mètres
Remplissage	Hydraulique - par voie terrestre
Matériaux de remplissage	La prise des sédiments sera effectuée par apport artificiel.
Matériaux pour l'ouvrage	Multicouches en géo-composite : <ul style="list-style-type: none"> - Couleur externe : gris-blanc, - poids : 1860g/m - Résistance à la traction : nappe 1 et 2 : 170 km/m2.
Dimensions	Longueur : 120 m Largeur de Base : 4 m Hauteur de l'ouvrage : 1 m Emprise au sol : 480 m ²

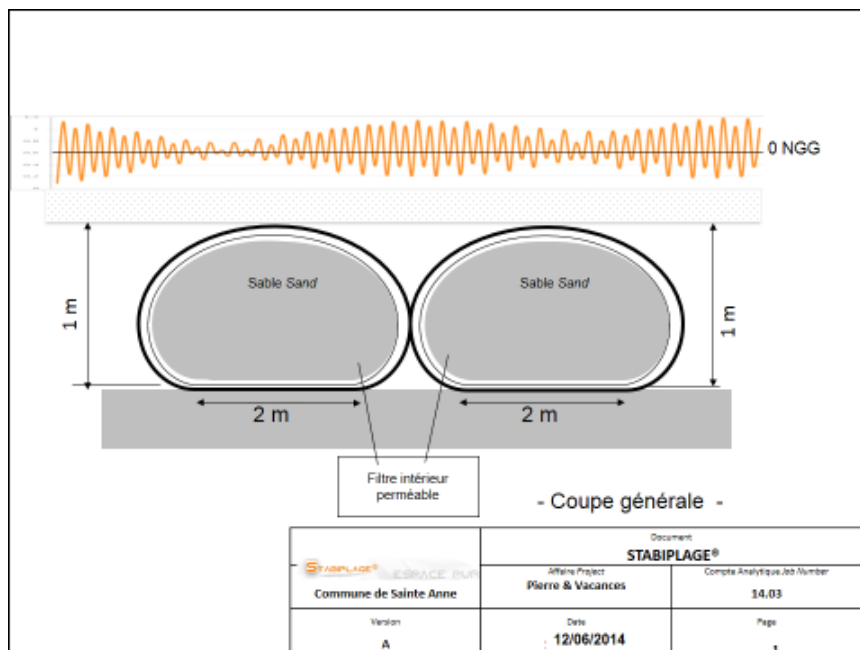


Figure 8 : schéma en coupe de la solution

4.2.3 Fonctionnement attendu

La mise en oeuvre de l'ouvrage de type butée de pied va permettre de stabiliser l'apport extérieur. En effet, grâce à la position de l'ouvrage les sédiments seront contenus dans l'espace du rivage. De plus, il aura également une influence sur la houle. En effet, les vagues se casseront à son niveau et perdront de leur énergie. La houle résiduelle arrivant sur la plage sera ainsi de plus faible intensité, la mise en suspension des sédiments sera moindre.

➤ Phasage des travaux

Les travaux du site pourraient s'échelonner sur environ 1 mois, précédés d'une période de préparation de 1.5 mois.

Le chantier se déroulera en trois étapes :

- Pose de l'ouvrage
- Apport de sable
- Régilage naturel

Planning prévisionnel du chantier :

Semaine 1

Amenée du chantier :

- arrivée de l'équipe technique
- arrivée des conteneurs équipements et ouvrage
- arrivée des équipements locaux : pelle, bungalow de chantier...
- pose de la nappe anti-turbidité
- montage du réseau d'injection
- mise en place du réseau : immersion pompes, etc.
- essais de pompage
- pose de balises pour le positionnement de l'ouvrage
- approvisionnement en sable d'injection (une fiche qualité du sable sera fournie préalablement)

Semaines 2 et 3

- immersion de la première partie de la structure
- positionnement de la structure
- déroulement
- injection
- fermeture des bouches d'injection

Ces étapes seront répétées pour la phase 1 lors de l'injection de la partie Est de l'ouvrage et pour la phase 2 lors de l'injection de la partie Ouest de l'ouvrage.

Les deux schémas ci-dessous présentent le positionnement des équipements lors des deux phases de travaux, les pompes seront déplacées lors de la phase 2 afin de remplir la partie Ouest de l'ouvrage.

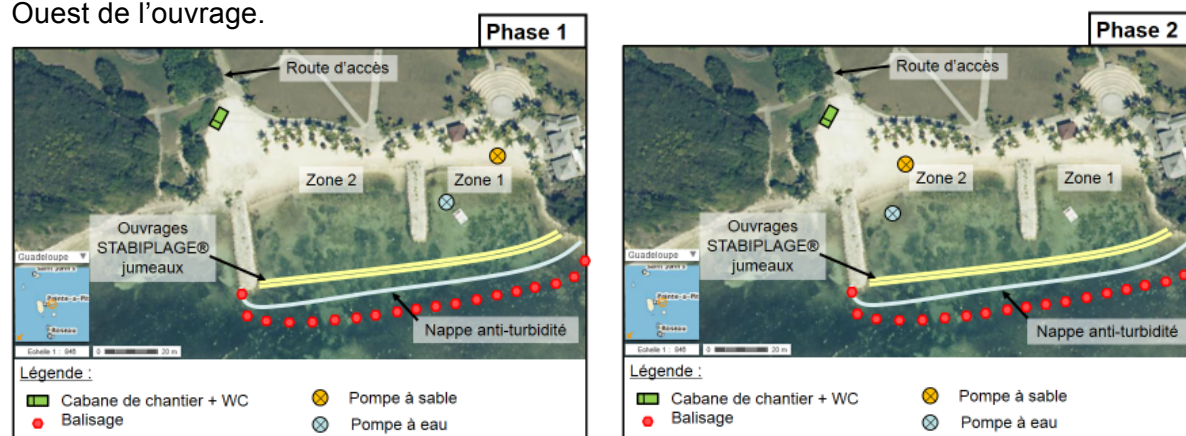


Figure 9 : schémas présentant le positionnement des équipements lors des deux phases de travaux

Semaine 4

- approvisionnement du sable pour la plage
- régalage du sable
- finitions
- repli du chantier

Ce planning est donné sous réserve de bonnes conditions météorologiques.

4.4 Cadre juridique

Rubriques concernant le projet :

Le projet est soumis aux rubriques définies par le décret n°2006-881 du 17 juillet 2006 modifiant le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application de l'article 10 de la loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992, et des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'Environnement. Compte tenu des caractéristiques du projet, les rubriques de la nomenclature concernées par l'opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Montant des travaux	Régime
4.1.2.0	Travaux d'aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur ce milieu : 1) D'un montant supérieur ou égal à 1 900 000 euros (A) 2) D'un montant supérieure ou égal à 160 000 euros mais inférieur à 1 900 000 euros (D)	332 265,05 €HT	D

VOLET II. DOCUMENT D'INCIDENCES

5) ÉTAT INITIAL DU SITE ET DE SON ENVIRONNEMENT

5.1 Localisation du site



Figure 10 : localisation de la zone d'étude (d'après géoportail)

La zone d'étude concerne la plage équipée des deux épis perpendiculaires de 40 et 30 mètres chacun. La plage mesure 120 mètres de long et est orientée plein Sud.

5.2 Conditions météo-marines

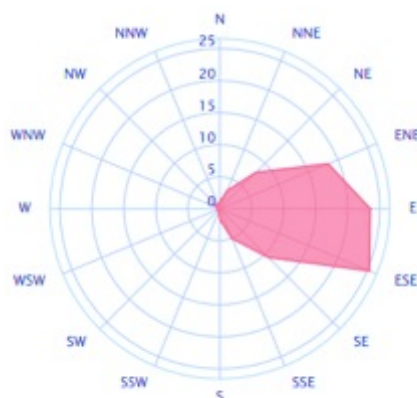


Figure 11 : distribution de la direction des vents sur une année à Pointe à Pitre (d'après Windfinder)

Les vents dominants sont orientés Est. La plage est abritée par la pointe rocheuse d'Anse à la Barque.

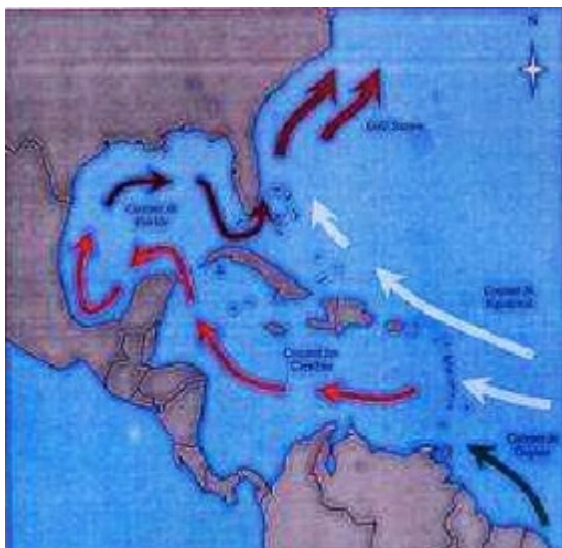


Figure 12 : schématisation de la direction des courants dans la région caraïbe (d'après « gestion et développement équilibré du littoral guadeloupéen »)

Aux environs de la Guadeloupe, le courant général porte vers l'Ouest-Nord-Ouest pour emprunter le large et profond passage entre Basse-Terre et Les Saintes. Les courants se renforcent dans ce passage et portent fortement vers l'Ouest par fort vent d'Est (SHOM, 1990).

Le marnage maximal de cette zone est inférieur à 0.50 mètre. Les houles cycloniques peuvent, cependant, dépasser les 5 mètres. La commune de Sainte Anne est classée parmi les communes concernées par des surcotes, lors d'épisodes cycloniques, de 1 à 2 mètres (Gestion et développement équilibré du littoral guadeloupéen, 2008).

5.3 Géomorphologie du site

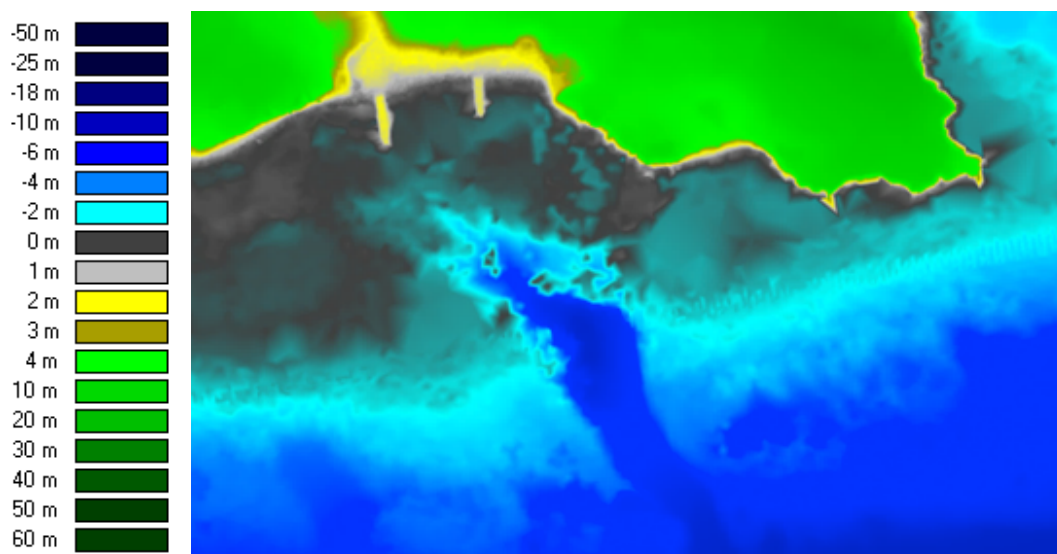


Figure 13 : modèle numérique altimétrique de la zone d'étude (d'après Litto 3D)

Le modèle numérique altimétrique ci-dessus représente la bathymétrie du fond océanique proche du rivage. Il est à noter que la pente est relativement faible de la plage jusqu'à environ 100 mètres au large. La profondeur de cette zone est comprise entre 0 et -2 mètres.

De plus, la présence d'un paléochenal (ancien canal) un peu plus au large entraîne une pente beaucoup plus importante, la bathymétrie atteint, à cet endroit, rapidement -6 mètres.

5.4 Nature des fonds

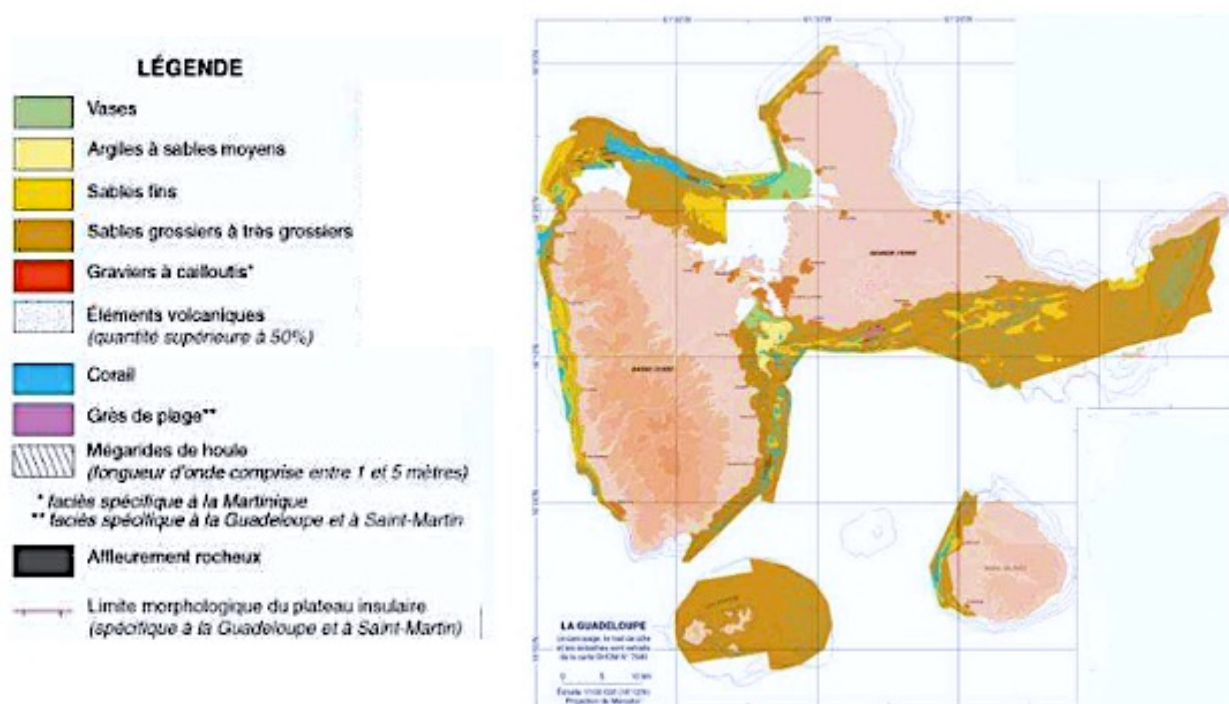


Figure 14 : carte des fonds sédimentaires de la Guadeloupe 1/100000 (d'après IFREMER)

Les fonds au large de notre zone d'étude sont composés majoritairement de sables allant de grossiers à très grossiers, de bancs de sables fins ainsi que de vases.

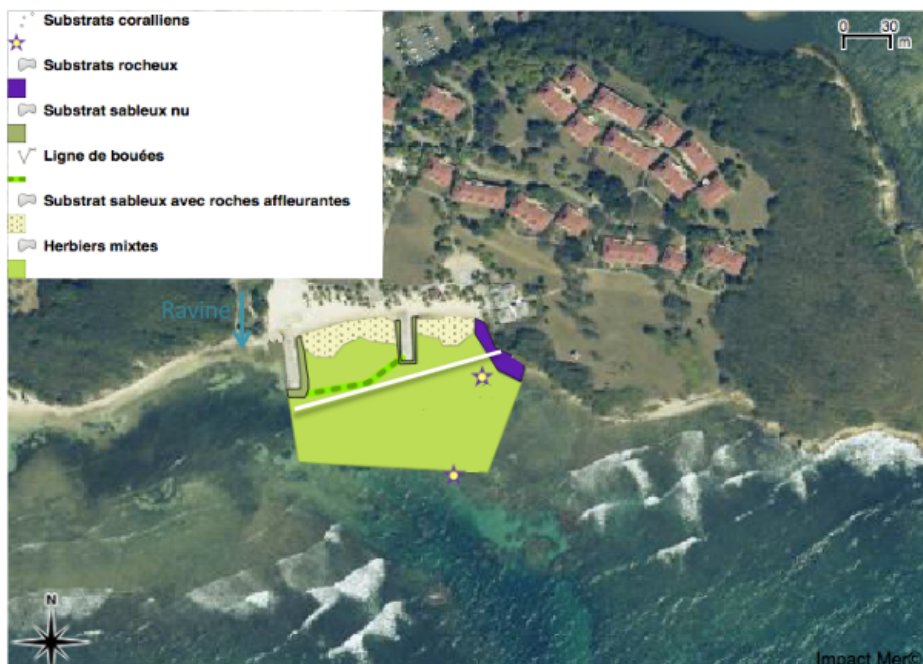


Figure 15 : cartographie sommaire des biocénoses présentes sur la zone d'étude

Le bureau d'étude Impact Mer a réalisé à la demande de la société ESPACE PUR une cartographie de la zone d'étude. Il en résulte une dominance d'herbiers mixtes avec la présence de substrats coralliens au large de l'implantation du futur STABIPLAGE®. A l'Est du site, la côte est plutôt rocheuse. Enfin, à proximité de la plage, le bureau d'étude a relevé la présence de roches affleurantes, confirmant le faible stock de sable fin sur place.

5.5 Enjeux du site

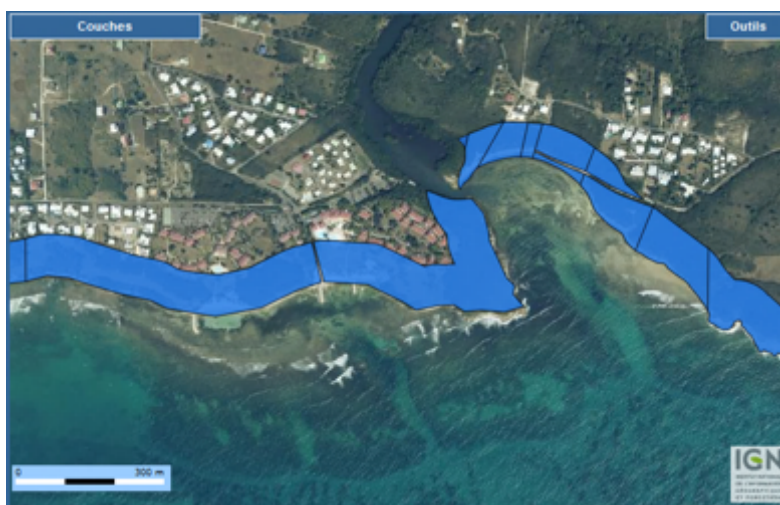


Figure 16 : zone gérée par le conservatoire du littoral, site du bois Jolan – Pointe du vent

Le site d'étude fait partie intégrante d'une zone gérée par le conservatoire du littoral, le site du bois Jolan – Pointe du vent depuis 2003. Avec de longues plages de sable blanc couvertes de cocotiers, de catalpas et d'amandiers pays, un lagon aux eaux turquoise, panaché d'herbe à tortue et une barrière de corail protectrice, Bois Jolan est un site emblématique de Guadeloupe (Conservatoire du littoral).

6) INCIDENCE DU PROJET

6.1 Incidence sur les fonds marins

Compte tenu des caractéristiques de l'opération, le projet aura un impact réduit sur la géologie du site, en effet la surface au sol de l'ouvrage ne couvre qu'une infime partie de la zone (environ 480m²). Néanmoins, l'ouvrage STABIPLAGE® sera posé sur le fond et risque de détruire la population fixée sur le substrat.

6.2 Incidence sur la courantologie et la dynamique sédimentaire

La zone d'étude n'est pas une zone source de sédiment et l'ouvrage projeté est parallèle au trait de côte, en conséquence la mise en place de la butée de pied ne perturbera pas la dérive sédimentaire. La butée de pied aura pour effet de retenir le sable d'apport et atténuera la houle ce qui aura un impact positif pour la protection contre la submersion.

6.3 Incidence sur les aléas naturels

La zone est soumise à l'aléa houle, la recreation d'une plage permettra d'avoir une zone tampon qui aura un effet positif sur le phénomène de houle.

6.4 Incidence sur le patrimoine naturel

La zone d'étude n'est située sur aucun site protégé. De plus, la barrière de corail est absente en face de la plage, due à la présence d'un paléochenal. Le bureau d'étude Martiniquais Impact Mer a été sollicité afin notamment de référencer les espèces qui pourraient être sensibles à l'installation de l'ouvrage STABIPLAGE®. La présence de ces espèces ont été prises en compte dans le choix de l'implantation de l'ouvrage et seront également prises en compte pendant la phase de travaux afin de prendre des mesures pour impacter au minimum l'écosystème du site.

6.5 Incidence sur l'activité humaine et le paysage

La mise à disposition d'un espace de baignade aura une incidence positive sur l'activité économique du centre Pierre & Vacances mais elle permettra également aux locaux de retrouver un espace de loisirs.

Par ailleurs, l'aménagement s'intégrera dans le paysage car les ouvrages ne seront pas visibles puisqu'immergés.

- Seul un balisage permettra de les localiser afin d'éviter tout risque d'accident pour les usagers.

6.6 Incidences dues à la phase chantier

La réalisation des travaux pourra donner lieu à un certain nombre de nuisances temporaires dues à la présence d'engins de travaux qui occasionneront de légères pollutions (acoustique, rejets..) pendant leur activité.

Les principaux facteurs de pollution seront les risques d'apport de matière en suspension.

- Mesure envisagée : Une nappe anti-turbidité sera mise en place durant toute la durée des travaux afin d'éviter que l'importante concentration de matière en suspension ne se propage aux alentours.

6.7 Incidences sur la qualité de l'eau

L'ouvrage n'étant pas émergeant, il ne bloquera pas le renouvellement de la masse d'eau. En effet, le ruissèlement d'eaux continentales riches en nutriments sur ou à proximité de la plage aurait pu entraîner un développement bactérien et algale dû à la stagnation des eaux dans le cas d'un système fermé. Or, ici, la dimension de l'ouvrage STABIPLAGE® est prévue pour laisser une hauteur d'eau suffisante au-dessus de l'ouvrage pour ne pas bloquer les échanges avec le milieu marin et donc éviter un phénomène d'eutrophisation du milieu.

7) COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE S.D.A.G.E

Institué par l'article 3 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau, le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) constitue un instrument de planification ayant vocation à mettre en oeuvre les principes posés par la loi sur l'eau. Il s'inscrit dans le cadre d'une hiérarchie d'instruments juridiques nettement affirmée par la loi entre un niveau global (SDAGE) et un niveau local (un ou plusieurs bassins : SAGE). Du point de vue de sa nature juridique, le SDAGE est un acte réglementaire à portée limitée. Il présente trois caractéristiques principales :

- Il est opposable à l'Administration uniquement ;
- Il ne crée pas de droit, mais détermine des orientations en matière de gestion de l'eau, des objectifs de quantité et de qualité des eaux, ainsi que des aménagements à réaliser pour les atteindre ;
- Il s'impose à l'Administration de manière plus ou moins forte, selon que celle-ci intervient dans le domaine de l'eau ou non.

« Au-delà des mesures opérationnelles générales, le SDAGE s'attache, au vu de l'état des lieux du bassin, à préciser d'une façon plus géographique soit des orientations concernant les territoires ou des projets sur lesquels s'expriment des "enjeux de bassin", soit des règles d'encadrement des SAGE, conformément à l'esprit de la loi ».

L'objectif du SDAGE est la préservation de la ressource en eau tant sur le plan quantitatif (AEP, irrigation,...) que qualitatif (préservation des écosystèmes). Il mentionne notamment :

- « Un développement socio-économique de qualité passant par une maîtrise de la qualité de son environnement, notamment aquatique. »
- « Sauvegarder, valoriser, restaurer et entretenir les milieux continentaux, littoraux et marins. »
- « Restaurer, entretenir les milieux aquatiques ».

Les travaux projetés sont compatibles avec le SDAGE étant donné que l'aménagement permet la restauration et la mise en valeur d'un élément du paysage littoral. Le projet n'a pas d'incidence sur la qualité des eaux (voir 6.7).

VOLET III. MOYENS DE SURVEILLANCE ET D'INTERVENTION

8) DÉROULEMENT DU CHANTIER

Les travaux se dérouleront sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage et sous l'autorité de la Police des eaux.

8.1 Organisation du chantier

Le déclarant établit un plan de chantier visant, le cas échéant, à moduler dans le temps et dans l'espace l'activité, en fonction :

- Des conditions hydrodynamiques, hydrauliques ou météorologiques ;
- De la nature et de l'ampleur des activités de navigation, de pêche, de cultures marines ; le préfet pourra en outre fixer les périodes pendant lesquelles les travaux ne devront pas avoir lieu ou devront être restreints ;
- De la sensibilité de l'écosystème et des risques de perturbation de son fonctionnement.

Les aires de chantier seront aménagées et exploitées de façon à ne pas générer de pollution des eaux et du milieu aquatique. Toute mesure est prise pour l'évacuation et le traitement éventuel des déchets solides et liquides générés par le chantier.

Des moyens de protection sont mis en oeuvre par le déclarant pour réduire la dégradation des milieux aquatiques par les circulations de chantier.

La nature des matériaux utilisés et leurs conditions d'emploi ne doivent pas être à l'origine de contamination du milieu.

Les conditions de réalisation de l'aménagement doivent permettre de limiter des dépôts de matériaux dans le milieu naturel.

Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sera élaboré par le Maître d'Oeuvre de manière à définir :

- Les modalités de récupération et d'évacuation des substances polluantes, facilitées par l'assèchement de la zone de travaux, ainsi que le matériel nécessaire au bon déroulement de l'intervention ;

- Un plan des accès permettant d'intervenir rapidement devra être disposé sur le chantier et offert à la lecture de tous ;
- La liste des personnes et organismes à prévenir en priorité (Service de la Police de l'Eau, Maître d'Ouvrage) avec leurs coordonnées mises à disposition ;
- Les modalités d'intervention en cas d'urgence (localisation, nombre de véhicules impliqués, nature des matières concernées).

SECTION : ETUDE D'IMPACT

Comme précisé en avant-propos, le projet de Pierre et Vacances est soumis à la procédure d'Etude au Cas par Cas au titre de l'article 10° Travaux, ouvrage et aménagements sur le domaine public maritime et sur les cours d'eau et plus spécifiquement :

- 10°e Construction ou extension d'ouvrages et aménagement côtiers destinés à combattre l'érosion ou reconstruction d'ouvrages ou aménagements côtiers anciens et travaux maritime susceptibles de modifier la côte par la construction, notamment de digues, môle, jetées, et autres ouvrages de défense contre la mer, d'une emprise totale inférieure à 2000 m².
- 10°h Travaux de rechargement de plage d'un volume inférieur à 10 000 m³.

A ce titre, les autorités compétentes demandent de remplir le document Cerfa N° 14734*02 « demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact ».

Afin de guider Pierre et Vacances dans sa demande, nous avons établi ce document.